Gérard Bonet, *L'agence Inter-France de Pétain à Hitler. Une entreprise de manipulation de la presse de province (1936-1950)*

préface de Jean-Yves Mollier, Paris, éditions du Félin, coll. « Histoire & sociétés », 2021, 901 p.

Dominique Pinsolle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1193>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.1193](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1193)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Dominique Pinsolle, « Gérard Bonet, *L'agence Inter-France de Pétain à Hitler. Une entreprise de manipulation de la presse de province (1936-1950)* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 30 septembre 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1193> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1193>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

Gérard Bonet, *L'agence Inter-France de Pétain à Hitler. Une entreprise de manipulation de la presse de province (1936-1950)*

préface de Jean-Yves Mollier, Paris, éditions du Félin, coll. « Histoire & sociétés », 2021, 901 p.

Dominique Pinsolle

RÉFÉRENCE

Gérard Bonet, *L'agence Inter-France de Pétain à Hitler. Une entreprise de manipulation de la presse de province (1936-1950)*, préface de Jean-Yves Mollier, Paris, éditions du Félin, coll. « Histoire & sociétés », 2021, 901 p.

- 1 L'ouvrage volumineux de Gérard Bonet vient combler une lacune historiographique importante. Contrairement à l'Agence française d'information de presse (AFIP), émanation des services de propagande allemands, et à l'Office français d'information (OFI), dépendant du gouvernement de Vichy, l'agence Inter-France n'avait jamais fait l'objet d'un travail de recherche approfondi.
- 2 Pourtant, les activités de cette société n'ont rien d'anecdotique. Le 16 décembre 1938, l'agence Inter-France est fondée par un critique musical de 49 ans, Dominique Sordet. Ce dernier, nationaliste convaincu, s'est fait connaître deux ans plus tôt par un réquisitoire contre le gouvernement de Front populaire, publié le 16 octobre 1936 (le « Manifeste des 300 »). Attirant l'attention du petit patronat de province, il obtient des fonds pour lancer une officine de propagande anticommuniste, dont 38 journaux régionaux (11 hebdomadaires et 27 quotidiens) deviennent également actionnaires. L'agence est alors modeste : elle n'a pas accès aux dépêches télégraphiques, et ne fournit qu'un service documentaire à ses clients.
- 3 Pacifiste pendant la crise de 1938, Inter-France se trouve dans une situation particulière à l'issue des bouleversements de l'année 1940, en disposant de bureaux à Vichy et à Paris. Le travail de Gérard Bonet restitue pleinement l'importance que revêt alors la presse de province pour développer la propagande dans tout le pays : jugée plus proche des Français, elle est aussi considérée comme étant plus « saine » (c'est-à-dire moins touchée par les idées combattues par le gouvernement de Vichy), comme l'explique un des principaux cadres d'Inter-France, André Delavenne (p. 224).
- 4 L'OFI, qui remplace Havas à la fin de 1940, reste, de loin, une société beaucoup plus importante qu'Inter-France sur le plan numérique (1 000 employés en 1942 contre moins de 150 pour Inter-France et ses sociétés annexes) et financier (le groupe Inter-France touche du gouvernement de Vichy un peu plus de 8 millions de francs entre août 1942 et juillet 1944, tandis que 54 millions sont versés à l'OFI pour la seule année 1941).
- 5 Cependant, sur le plan des audiences, la situation est différente. Tout d'abord, la société fondée par Dominique Sordet peut exercer ses activités dans les deux zones, contrairement à l'OFI (cantonné à la zone libre jusqu'au 1^{er} octobre 1942). Grâce à des accords avec l'agence télégraphique allemande *Transocean* (chargée de la propagande à l'étranger), Inter-France obtient l'autorisation unique de diffuser des dépêches télégraphiques dans les deux zones, par l'intermédiaire d'une autre société, Inter-France-Information (IFI), créée le 8 octobre 1941. Cette fois, le groupe Inter-France (qui comprend également une maison d'édition à partir de mai 1941) « accède à la cour des

grands » (p. 252), en étant assuré du soutien financier de Vichy et des autorités allemandes.

- 6 Sur le plan quantitatif, l'importance d'Inter-France est également indéniable. L'agence parvient à attirer près d'un quart des journaux de province en activité en France, dont 70 % de titres de droite ou d'extrême droite (ce qui relativise la « manipulation » annoncée dans le titre du livre, dans la mesure où les journaux concernés semblent déjà au moins sensibles aux idées développées par la documentation fournie). Quant à IFI, à la fin de l'hiver 1943, plus de 50 % de la presse quotidienne hexagonale et 40 % de la presse quotidienne nord-africaine ont accès à ses dépêches, soit une audience supérieure à celle de l'OFI. Dans le cas d'IFI, l'orientation idéologique de la clientèle est moins monolithique que celle d'Inter-France : un quart des journaux qu'elle regroupe vient de la gauche modérée à radicale.
- 7 Le rôle joué par Inter-France ne se limite pas à ses activités journalistiques. Véritable intermédiaire entre le gouvernement de Vichy et la presse de province, l'agence s'apparente aussi parfois à un « prestataire de service » (p. 510) au service de l'État français, grâce à sa maison d'édition notamment. Quant à d'éventuelles activités d'espionnage pour le compte de l'Allemagne, rien ne le prouve formellement d'après l'auteur.
- 8 Cette position centrale de l'agence au cœur de Vichy et du collaborationnisme apparaît très clairement lors des « Journées Inter-France », organisées dans divers lieux de Paris du 10 au 12 octobre 1942, avec le soutien de Pierre Laval, qui compte Dominique Sordet parmi ses plus fidèles partisans. Le banquet du 12 octobre, au Palais de Chaillot, réunit 672 convives, « la crème vichyste, le gratin collaborationniste et les dignitaires nazis » (p. 387), en présence notamment de Fernand de Brinon, délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés.
- 9 Sur le plan politique, le rôle d'Inter-France dépasse de loin son activité documentaire. Le cas de Dominique Sordet (directeur général), et d'autres figures marquantes de l'entreprise comme Michel Alerme (président du conseil d'administration), permet d'entrevoir l'étendue des réseaux collaborationnistes jusqu'en province. En prenant soin de toujours bien situer idéologiquement l'agence, Gérard Bonet montre à quel point la propagande, qu'elle vienne de Vichy ou d'Allemagne, a besoin de s'appuyer sur des réseaux interpersonnels et des structures de communication se déployant jusqu'à l'échelon très local, par l'intermédiaire des publications de province.
- 10 Pour autant, l'objet de recherche n'est pas survalorisé. Le souci de toujours replacer Inter-France et ses sociétés annexes par rapport aux autres agences (AFIP, OFI) et médias de l'époque, permet de bien apprécier son importance relative. Par exemple, l'allocation mensuelle que touche l'agence de la part du gouvernement de Vichy entre août et novembre 1942 (100 000 francs), est inférieure à celle du *Temps* et du *Figaro* (230 000 francs). Les sommes sont plus élevées pour IFI (250 000 francs par mois en 1943), mais elles restent inférieures à celles versées à un quotidien comme *Le Journal* (295 000 francs). Même si le montant des subventions allemandes reste inconnu, ces chiffres permettent de relativiser l'importance du groupe Inter-France aux yeux de Vichy, sans pour autant la minimiser, notamment sur le plan politique.
- 11 Passée du nationalisme au pétainisme, puis du collaborationnisme à l'hitlérisme, Inter-France épouse une trajectoire idéologiquement limpide, que l'auteur ne cherche pas à nuancer ou à complexifier inutilement, tout en rendant compte de la diversité des positionnements parmi le personnel (notamment à propos du cas très intéressant de

Jean Queval, qui quitte l'agence en juillet 1941). La dernière partie du livre, consacrée à la Libération et au devenir des employés d'Inter-France après la guerre, est très utile. Il était attendu qu'un tel organe de propagande collaborationniste fasse l'objet de mesures rapides et sévères, mais la lenteur des procédures en a voulu autrement. Sordet meurt en 1946, « en paix », précisent les *Cahiers de la Résistance* en 1948, pour qui « ce scandale est intolérable » (p. 700).

- 12 À l'aide de sources extrêmement nombreuses et diverses, Gérard Bonet rend compte de manière très (parfois trop) détaillée de l'histoire de cette entreprise sous l'angle journalistique, politique mais aussi économique (en fournissant de précieuses données chiffrées). Les archives publiques ont été dépouillées avec un véritable souci d'exhaustivité, et complétées par une multitude de sources imprimées (dont l'immense production écrite de l'agence) et de fonds privés (qui ont notamment permis à l'auteur d'avoir accès à des souvenirs inédits de Jean Queval). Des sources allemandes permettraient de compléter l'analyse, mais le livre de Gérard Bonet s'impose d'ores et déjà comme l'ouvrage de référence sur le sujet.